

ACCUEIL

Des réfugiés accusent

David Angel

Au Luxembourg, on accueille à bras ouverts et on traite les réfugiés avec respect et dignité. Non ? Des demandeurs de protection internationale élèvent la voix pour affirmer le contraire.

Ils sont venus de loin, de Syrie et d'Irak pour la plupart d'entre eux. Ils ont fui la guerre, le sectarisme, la terreur et ont enduré des voyages souvent dangereux. Ils ont traversé la Méditerranée au péril de leur vie, ils ont bravé les barbelés de la forteresse Europe. Certains ont atteint le Luxembourg à travers le mécanisme de relocalisation mis en place par l'Union européenne. D'autres ont suivi la route des Balkans de leur propre initiative, parfois tout seuls. Tous sont arrivés au Luxembourg dans l'espoir d'y trouver une vie meilleure, un avenir pour leurs enfants, la paix.

Au Luxembourg, ils ont passé deux ou trois nuits à Luxexpo dans des tentes avant de déposer leur demande de protection internationale à la Direction de l'immigration, route d'Arlon. Ils ont ensuite été transférés dans un foyer dit « de deuxième phase », comme l'ancien Monopol ou l'ancienne Logopédie. Certains y sont toujours, pendant que d'autres ont depuis été redistribués sur un des foyers « de troisième phase », leur offrant un logement durable. Tous attendent qu'on leur accorde le statut de demandeur de protection internationale, pour enfin pouvoir entamer leur nouvelle vie. Mais au fur et à mesure, ils se rendent compte que tout n'est pas parfait au Luxembourg, qu'ici comme ailleurs, les administrations sont lentes et parfois injustes.

Comme Massoud*, qui est venu d'Irak avec sa femme et ses deux

enfants. Cela fait plus de onze mois qu'il attend de pouvoir enfin passer son « interview » - l'entretien approfondi nécessaire pour que son dossier soit traité. Onze mois qui lui paraissent une éternité. Le 16 février, il a fait partie des 40 demandeurs d'asile irakiens qui ont manifesté devant les portes de la Direction de l'immigration en demandant une prise en charge plus rapide. « Je n'attends qu'une chose : recevoir mes papiers pour enfin pouvoir chercher un emploi, pour être sûr de pouvoir rester », dit-il calmement. « Je veux que mes enfants aient un avenir ici. »

« Comment voulez-vous que mes enfants puissent s'intégrer alors qu'ils ne vont même pas à l'école luxembourgeoise ? »

En attendant, lui et sa famille sont logés à la structure d'accueil d'Ettelbruck. Et ses enfants commencent à en avoir marre. Ils ne vont pas à l'école comme les autres enfants qui habitent la ville : c'est au sein même du foyer qu'ils fréquentent une classe d'accueil. Et forcément, ils n'y côtoient que des camarades qui partagent leur situation. « Comment voulez-vous que mes enfants puissent s'intégrer alors qu'ils ne vont même pas à l'école luxembourgeoise ? Ils n'ont pas de contact avec les petits luxembourgeois et ne parlent qu'arabe avec les autres », accuse Massoud. Ses enfants commenceraient à devenir dépressifs, dit-il, et lui aussi.

Car en plus de l'attente qui lui paraît interminable, Massoud souffre

de la situation au foyer d'Ettelbruck. Il y aurait eu des bagarres entre des familles entières, raconte-t-il. Tout le monde serait excédé par l'attente et... la mauvaise alimentation. La nourriture est livrée dans des barquettes, et elle n'est tout simplement pas bonne, dit Massoud. « Mes enfants ne mangent quasiment plus. » Il sort son téléphone portable et montre une photo d'une de ces barquettes. Quelques pommes de terre, un peu d'oignon, deux tranches de fromage, voilà un repas du soir. Il montre une autre photo : une poubelle remplie de barquettes de nourriture. « Ce n'est juste pas mangeable, et souvent, tout le monde jette tout à la poubelle. Les gens préfèrent se nourrir de pain, parfois des dons qu'on reçoit. » Des fois, Massoud achète de quoi manger. « Mais avec 25 euros par mois par personne adulte, et 12,50 euros par enfant, vous n'allez pas bien loin. »

Mohamed, lui, n'a même pas le droit de cuisiner là où il est logé. Le jeune homme vient de Syrie, d'Alep, où une partie de sa famille demeure. Il est résident du foyer « Maternité ». Pas de cuisine accessible à tous, interdiction de rapporter de la nourriture dans les chambres, aliments enfermés à clé la nuit. « Des fois, les gens volent du pain lors des repas pour pouvoir manger dans leur chambre, la nuit », explique-t-il. Mais les agents de sécurité le savent aussi et ils effectuent régulièrement des contrôles. « Ils viennent dans la chambre et fouillent tout à la recherche d'un bout de pain. »

« La situation telle qu'elle est n'est pas idéale », admet Sandy Fournelle, chargée de communication de l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (Olai). « Si nous pouvions,

nous accorderions le droit de cuisiner à tout le monde. D'ailleurs, dans certains foyers, c'est déjà le cas. » Seul problème : certaines structures d'accueil ne remplissent pas les normes nécessaires pour pouvoir y installer des cuisines pour tous. Par conséquent, les habitants n'ont pas le droit de préparer leur propre nourriture. « C'est quelque chose que nous regrettons, mais qui n'est pas possible autrement pour l'instant », explique Fournelle. Les nouvelles structures d'accueil et celles en construction seraient toutes équipées de cuisines à tous les étages, pour remédier au problème.

« Ils nous parlent mal, n'ont aucun respect. »

Quant aux fouilles dans les chambres, Fournelle confirme leur existence. « Celui qui arrive dans un foyer est tenu de signer un règlement d'ordre intérieur qui, dans certaines structures, interdit la nourriture dans les chambres. » Des fouilles, il y en aurait en effet lorsque des agents de sécurité auraient un doute, par exemple à cause d'une odeur émanant d'une chambre. « Mais il y a des limites : les agents de sécurité sont tenus de frapper à la porte avant d'entrer et doivent normalement être accompagnés d'une personne du service social. »

Pour faciliter la vie aux nouveaux arrivés, des collectifs plus ou moins informels de soutien aux réfugiés font régulièrement des dons de nourriture. « Refugees Luxembourg » en fait partie. Le groupe, créé au pic de la « crise des réfugiés », est bien connu auprès des demandeurs de

protection internationale. Et pour cause : lors du dernier Ramadan, il a organisé « Ramadan in a Basket ». Des dons alimentaires ont été rassemblés, puis distribués à des foyers d'accueil. Une initiative accueillie avec enthousiasme par beaucoup de réfugiés. Mais Erica Gwynne, membre du noyau dur de « Refugees Welcome », n'est pas sûre que les dons soient toujours arrivés dans les bonnes mains. « Dans certains foyers, on nous a interdit de donner directement les corbeilles aux destinataires. Par après, des personnes nous ont dit qu'elles n'avaient rien reçu. »

Pour Amina, la mauvaise alimentation est un moindre problème. Elle qui est venue seule d'Irak se plaint des mauvais traitements subis de la part des agents de sécurité dans les foyers. « Ils nous parlent mal, n'ont aucun respect », accuse-t-elle. « Quand je suis arrivée au Luxembourg, on m'a d'abord hébergée à Luxexpo. » La jeune femme qui dit avoir vécu « plus d'un traumatisme » tout au long de son périple, à tel point qu'aujourd'hui elle affirme « détester les hommes », aurait, selon elle, été forcée à partager une tente avec des hommes. « Je me suis retrouvée toute seule dans une tente avec des hommes. J'ai essayé de convaincre les agents de sécurité de me laisser changer de place, mais rien à faire. »

Sandy Fournelle de l'Olai conteste cette version des faits. « Je ne connais pas ce cas précis, mais jamais nous ne forcerions une femme à partager une tente avec des hommes. Nous avons un coin spécial pour les femmes seules, et un autre coin prévu pour les hommes célibataires. » Plusieurs agents de sécurité seraient sur place 24 heures sur 24 afin d'as-

surer la sécurité des nouveaux arrivés et la séparation des femmes et des hommes seuls serait garantie. Amina, elle, dit même avoir réfléchi à quitter le Luxembourg après cet épisode.

Hasna n'a d'autre choix que de rester. Elle vient d'Alep et est arrivée au Luxembourg avec ses quatre enfants. Son mari est toujours en Syrie. Parfois, quand Hasna n'a pas de nouvelles de lui pendant quelques jours, elle pense qu'il doit être mort, déchiré par un obus ou enterré sous des débris. Son regard est absent, inquiet, ses yeux sont entourés par des cernes noirs. C'est sous le coup du stress et parce qu'elle ne comprenait pas grand-chose à ce qu'on lui expliquait qu'elle a refusé le transfert du foyer de premier accueil « Logopédie » à celui de Weilerbach. Weilerbach, explique-t-elle, est connu pour accueillir ceux qui ont enfreint les règles ailleurs, et son fils mettrait une heure et demie pour aller à l'école depuis cet endroit. Elle est restée au foyer de premier accueil pendant dix jours.

« Au Luxembourg, c'est plus facile de se prendre en photo avec le grand-duc que de rencontrer son assistante sociale. »

Pendant ces dix jours, elle n'a pas eu de nourriture. Ni ses quatre enfants, dont le plus jeune a cinq ans. Elle n'a pu manger que grâce à des dons, puisque l'« argent de poche » avait lui aussi été retenu. Un dimanche, des personnes d'une association de soutien l'ont invitée chez eux à manger avec trois de ses en-

Souvent, les barquettes de nourriture finissent à la poubelle, comme ici à Ettelbruck.



fants. Quand elle est revenue au foyer, à 18 heures, on lui a interdit l'accès. Sa fille, qui était restée dans la chambre, a été sortie par les agents de sécurité. Ce n'est qu'après l'intervention de son avocat commis d'office que la famille a pu regagner sa chambre à 22 heures.

Sandy Fournelle connaît le cas de Hasna. « Le foyer où était cette famille n'est pas prévu pour y rester longtemps. C'est un foyer de deuxième phase, d'où les gens sont redistribués sur les structures permanentes. » La nourriture pour la famille n'aurait pas été retenue, mais tout simplement redirigée à Weilerbach. « Cela peut paraître dur, mais les places sont limitées et doivent être libérées pour les prochains arrivants. Les personnes sont réparties sur les différentes structures en fonction de leur situation personnelle, d'éventuels besoins spécifiques, et de tout un tas de critères. »

Pour Massoud, le père de famille venu d'Irak, le pire est « de ne pas savoir ce qui t'arrive. Personne ne t'explique rien quand t'es demandeur d'asile, t'es traité comme un délinquant tout le temps ». En onze mois, il dit avoir rencontré une assistante sociale une seule fois pendant quelques minutes, et par ha-

sard. « J'ai un numéro de téléphone, mais quand j'appelle, personne ne répond. » Amina et Mohamed confirment : l'accès aux informations est extrêmement difficile, les assistants sociaux, injoignables.

À l'Olai, on confirme qu'il y a « souvent des malentendus ». « Les foyers gérés par la Croix-Rouge ou Caritas ont leurs propres assistants sociaux sur place », dit Sandy Fournelle. « Pour ceux qui habitent dans des foyers gérés par l'Olai, il y a une permanence téléphonique, tous les jours entre huit et neuf heures, pour prendre rendez-vous avec un assistant social. » Mais Amina, Mohamed, Hasna et Massoud maintiennent tous que, pour eux, c'est impossible de trouver quelqu'un qui leur fournisse des explications suffisantes. « Au Luxembourg, c'est plus facile de se prendre en photo avec le grand-duc que de rencontrer son assistante sociale », rigole Massoud.

* Tous les prénoms des réfugiés ont été changés.